

Lettre aux Amis du 18 juillet 2021

Lundi 12 juillet 2021

Un autre son de cloche nous vient de Bruxelles.

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, vient de déclarer à l'issue d'un Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE :

« Le Liban est un pays qui est en train de s'autodétruire depuis plusieurs mois, mais il y a maintenant une situation d'urgence majeure pour une population qui est dans la détresse. Cela fait plusieurs mois que nous répétons aux autorités libanaises la nécessité de former un gouvernement, de faire les réformes nécessaires pour sortir ce pays du drame. Il y a eu à l'instant un consensus politique pour mettre en place un cadre juridique de sanctions, avant la fin du mois, c'est-à-dire avant l'anniversaire malheureux de l'explosion au port de Beyrouth. Ce cadre juridique sera un outil de pression sur les autorités libanaises pour qu'elles avancent et dans la composition du gouvernement, dans cette impérieuse nécessité, mais aussi dans la mise en œuvre des réformes indispensables ».

Mercredi 14 juillet 2021

Alors que la France célèbre sa fête nationale de la victoire de la Révolution le 14 juillet 1789 et de la Charte des droits de l'Homme et du citoyen, nous autres, Libanais, nous ne faisons aucune illusion sur la victoire de notre révolution contre la classe politique corrompue et les droits de l'Homme et du citoyen bafoués. Nous avons vécu d'autres révolutions au cours de notre histoire et nous connaissons bien les résultats. D'ailleurs la Révolution française de 1789 n'a vraiment connu la victoire que plus d'un siècle après !

Au Liban le Premier ministre désigné M. Saad Hariri est reçu à 18h00 par le président de la République Michel Aoun à Baabda pour présenter son équipe ministérielle.

Il avait cependant tenu à effectuer dans la journée un voyage au Caire pour rencontrer le président Sissi. Il se déplace en effet depuis neuf mois entre les capitales « sunnites » arabes – les Emirats Arabes Unis, la Turquie et le Caire – à la recherche d'une médiation avec l'Arabie Saoudite. Or l'Arabie Saoudite refuse toujours de soutenir un gouvernement libanais présidé par M. Saad Hariri. Même les dernières médiations américaines et françaises pour faire fléchir l'Arabie Saoudite n'ont pas abouti. Cette dernière reste sur sa position de n'octroyer aucune aide au Liban avec un gouvernement présidé par M. Hariri.

On a même remarqué dernièrement que l'Arabie Saoudite renforçait ses relations avec le Liban à travers le patriarcat maronite et les chrétiens. La preuve a été donnée jeudi dernier lors de la célébration à Bkerké du centenaire des relations de l'Arabie Saoudite avec le Patriarcat maronite, et dans les jours qui ont suivi lors des visites de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite auprès des partis chrétiens, tels les Forces libanaises et les kataëb,

A sa sortie, M. Hariri a déclaré aux journalistes, le visage sombre :

« J'ai présenté au président de la République une mouture de 24 ministres spécialistes, en accord avec la feuille de route française et l'initiative du président du Parlement, M. Nabih Berry. Un tel gouvernement, à mon avis, est capable de freiner l'effondrement dans le pays, et je souhaite une réponse du président Aoun demain afin de pouvoir agir

en conséquence. Cela fait neuf mois que nous tentons de former un gouvernement et le temps de vérité est arrivé. Si Dieu le veut, demain nous serons amenés à nous décider ».

La réaction de la présidence à la visite de M. Hariri n'a pas tardé. Le bureau de presse du président de la République a publié le communiqué suivant : « une mouture qui contient de nouveaux noms a été présentée au président avec une nouvelle répartition confessionnelle des portefeuilles qui diffère de ce qui avait été convenu par le passé. Le Premier ministre désigné a demandé au président de la République de lui donner une réponse jeudi matin. Le président Aoun a dit à M. Hariri que la mouture proposée fera l'objet d'examen et de concertations pour en tirer les conclusions ».

En même temps, le conseiller du président français M. Emmanuel Macron pour les affaires de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, M. Patrick Durel, mène depuis hier des concertations avec plusieurs responsables. Il a ainsi discuté avec le président de la République de « la nécessité de former un nouveau gouvernement le plus vite possible et d'entamer la mise en place des réformes évoquées par la France et la communauté internationale ».

De son côté, le ministre français des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, qui est à Washington depuis hier mardi, a affirmé qu'il avait discuté du dossier libanais avec son homologue américain M. Antony Blinken, a déclaré :

« Sur le Liban, je suis convenu avec le secrétaire d'État de poursuivre une coordination très étroite de nos actions en faveur de la constitution d'un gouvernement susceptible de conduire les réformes que nous pensons indispensables pour sortir ce pays de la crise politique, économique et humanitaire dans laquelle il se trouve ». « Nous coordonnerons des mesures de pression françaises et américaines contre les responsables de ce blocage, en complément des décisions prises par le Conseil des affaires étrangères le 12 juillet au Conseil de l'UE. Nous agirons ensemble pour mobiliser nos partenaires régionaux en soutien de ces efforts, à la suite du déplacement conjoint des ambassadrices de France et des États-Unis à Riyad le 8 juillet ».

Jeudi 15 juillet 2021

11h00 : Le président de la République le général Michel Aoun a reçu les ambassadrices française et américaine au Liban, Mmes Anne Grillo et Dorothy Shea. Les deux diplomates ont informé le président des résultats de leur réunion à Riyad avec des responsables saoudiens où elles s'étaient rendues pour négocier avec Riyad la possibilité de soutenir les efforts américano-français qui visent l'accélération de la formation d'un gouvernement au Liban. Elles l'ont également tenu au courant des discussions qui avaient eu la veille à Washington entre le ministre français des Affaires étrangères M. Jean-Yves Le Drian et son homologue américain, M. Anthony Blinken.

Elles ont également remis au président une lettre conjointe de la part des ministres des Affaires étrangères américain et français dans laquelle ils insistent sur l'intérêt de leurs

pays pour le dossier libanais et la nécessité de former un nouveau gouvernement pour faire face aux circonstances difficiles au Liban.

15h50 : M. Saad Hariri se rend au palais présidentiel afin de s'entretenir, pour la deuxième fois en 24h, avec le président de la République de l'équipe ministérielle qu'il lui avait présentée la veille.

A sa sortie une demi-heure plus tard, Il a déclaré aux journalistes :

« Lors de nos concertations, le président a réclamé des modifications que j'estime fondamentales dans la mouture gouvernementale. Nous avons évoqué également les questions de confiance et la nomination des ministres chrétiens. Mais il est évident que la position de Son Excellence M. le président n'a pas changé et que nous ne serons pas capables de nous entendre, le président et moi. J'ai demandé au président s'il avait besoin de plus de temps pour réfléchir à la mouture. Il m'a dit que nous n'allons pas pouvoir nous entendre. C'est pour cela que j'annonce ma récusation. Que Dieu vienne en aide au Liban ».

Il était semble-t-il pressé d'avoir une réponse car il est attendu par le public pour une interview télévisée ce soir sur la chaîne NTV.

Il faut dire que nous ne sommes pas surpris de la récusation de M. Hariri ni plus déçus. Il le savait très bien dès sa désignation qu'il n'avait pas de chance de former un gouvernement avec le veto de l'Arabie Saoudite ; mais il s'est obstiné. Neuf mois pour rien qui ont contribué à compliquer encore plus la situation et à appauvrir le peuple !!! En tout cas cette récusation enfonce encore un peu plus le Liban dans une crise politique compliquée et accélère l'effondrement socio-économique et financier du pays, marqué par une dépréciation rapide de la monnaie nationale et des pénuries.

Un peu plus tard, on commençait à noter les conséquences de cette récusation au niveau économique et sur le marché des changes : le dollar s'échangeait à **21.500** livres libanaises sur le marché parallèle ; puis deux heures plus tard il s'échangeait à **22.700** L.L. avant de se fixer, momentanément, à **20.600** L.L. Un nouveau record dans la dévaluation de la monnaie nationale.

Les partisans de M. Hariri n'ont pas tardé à descendre dans les rues à Beyrouth et à Sayda coupant des routes et provoquant des heurts avec les forces de sécurité.

Vendredi 16 juillet 2021

La première réaction à la récusation de M. Hariri provient de la France. Un communiqué du ministère français des Affaires étrangères précise :

« La France prend acte de la décision du Premier ministre désigné Saad Hariri de renoncer à former un gouvernement. Ce dernier développement confirme le blocage politique dans lequel les dirigeants libanais maintiennent délibérément le pays depuis des mois, alors même qu'il s'enfonce dans une crise économique et sociale sans précédent ». « Il y a aujourd'hui une urgence absolue à sortir de cette obstruction organisée et inacceptable, et à ce qu'un gouvernement puisse être formé au Liban. Cela passe par le lancement immédiat de consultations parlementaires en vue de la désignation, dans les plus brefs délais, d'un nouveau Premier ministre ». « Ce gouvernement doit être en mesure de lancer les réformes prioritaires que la situation exige. Il doit également s'atteler à la préparation des échéances électorales de 2022, qui devront se tenir de manière transparente et impartiale, et

conformément au calendrier fixé ». « Pour répondre aux besoins des Libanais dont la situation se détériore chaque jour, une nouvelle conférence internationale de soutien à la population libanaise sera organisée le 4 août prochain à l'initiative du Président de la République, avec l'appui des Nations unies ».

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, M. Antony Blinken, affirme dans un communiqué : « *La renonciation de M. Hariri est une nouvelle déception pour le peuple libanais. Il est essentiel qu'un gouvernement engagé et capable de mener des réformes prioritaires soit maintenant formé* ». « *La classe politique libanaise a gaspillé les 9 derniers mois. Il faut que les dirigeants du Liban mettent leurs différends de côté sans tarder et s'engager à former au plus vite un nouveau gouvernement qui devra sauver l'économie libanaise en chute libre et s'attacher à mettre en œuvre les élections parlementaires de 2022 dans les temps et de façon libre et équitable* ».

Sur le marché des changes, le dollar poursuit son envolée. Il est échangé en fin d'après-midi à **23.600 L.L.** ! Que doit faire la majorité des Libanais ? Nous sommes encore plus démunis et appauvris face à un pouvoir d'achat qui étouffe davantage la population et l'entraîne dans un « enfer » certain.

Quant à la pandémie du Coronavirus et ses variantes, le Liban semble être touché par une nouvelle vague qui a fait doubler le nombre des contaminations quotidiennes en une semaine. Le ministère de la Santé a enregistré **577** nouveaux cas et **un** décès durant les dernières 24h. Ces chiffres portent à **550.004** le nombre de cas cumulés depuis février 2020, date de l'apparition de la pandémie dans le pays.

Dimanche 18 juillet 2021, fête de Saint Charbel

Les lectures du jour nous invitent à la patience et à la persévérance dans la prière et l'espérance. Nous n'avons plus en effet que la prière et l'intercession de nos saints, notamment Saint Charbel qui obtient de Dieu ce qu'il demande.

Or « nous ne savons pas prier comme il faut », nous dit Saint Paul dans son épître aux Romains ; mais « l'Esprit vient en aide à notre faiblesse et intercède pour nous en gémissements inexprimables » (Rm. 8, 26).

Prions donc et estimons avec Saint Paul que « les souffrances du temps présent sont sans proportion avec la gloire qui doit être révélée en nous ». Gardons l'espérance « d'avoir part à la liberté et à la gloire des enfants de Dieu », et même « la création sera elle aussi avec nous libérée de l'esclavage de la corruption » (Rm. 8, 18-21).

Confions-nous donc à la Providence, et « nous sommes plus que vainqueurs par Celui qui nous a aimés » (Rm. 8, 37), Notre Seigneur Jésus Christ qui nous recommande de laisser le blé et l'ivraie « croître ensemble jusqu'à la moisson ». « Et au temps de la moisson il dira aux moissonneurs : ramassez d'abord l'ivraie et liez-la en bottes pour la brûler ; quant au blé recueillez-le dans mon grenier ». Il « enverra ses anges ; ils ramasseront, pour les mettre hors du Royaume, toutes les causes de chute et tous ceux qui commettent l'iniquité, et ils les jetteront dans la fournaise de feu ; là seront les pleurs et les grincements de dents. Alors les justes resplendiront comme le soleil dans le Royaume de leur Père. Entende, qui a des oreilles ! ». (Mt. 13, 30 et 41-43).

Quant à Sa Béatitude le Patriarche Raï, il a parlé, dans son homélie dominicale, de l'après récusation du Premier ministre désigné M. Saad Hariri :

« Au nom du peuple appauvri, humilié, affamé et dispersé comme un troupeau sans berger, et au nom de notre nation le Liban qui s'effondre, nous appelons toutes les forces politiques à s'entraider, de par leur responsabilité nationale, et à se concerter pour nommer, lors des prochaines consultations parlementaires contraignantes, une personnalité sunnite devra pouvoir faire face aux défis actuels et former rapidement le nouveau cabinet. Le temps est venu d'assumer les responsabilités et non de se replier. Le pays n'affronte pas actuellement une crise gouvernementale ordinaire, mais une crise nationale totale qui nécessite d'unifier les efforts de tous afin de lutter contre un coup d'État contre le régime, la Constitution et les institutions. Cette personnalité devra pouvoir créer une nouvelle situation politique rétablissant les équilibres et répondant aux attentes des pays-amis. Au nom de la responsabilité nationale, il faut passer outre les intérêts égoïstes et les calculs électoraux étroits qui dominent au sein de la majorité des forces politiques, et faire primer l'intérêt national suprême.

Comment un État peut-il fonctionner sans pouvoir exécutif ? C'est de ce pouvoir que dépendent les réformes nécessaires pour construire les différents secteurs, et qui sont la condition de toute aide financière internationale et le contrôle des ministères et administrations permettant de mettre fin à la corruption financière. (...) Un nouveau gouvernement permettrait également de soutenir le travail du juge d'instruction près la cour de justice, Tarek Bitar, dans son enquête sur la double explosion au port de Beyrouth, et de résoudre la question de la levée des immunités. Face au nombre des victimes et des blessés, à la tristesse et au sang versé, les immunités devraient s'évaporer ».

« Qui d'autre que le gouvernement peut effectuer le suivi de l'audit juricomptable de la Banque du Liban et de tous les ministères, fonds et conseils ? Qui d'autre que le gouvernement peut mettre un terme à la contrebande, au gaspillage et au vol des fonds publics ? La négligence et l'absence de dialogue renforcent l'idée de l'organisation d'une conférence internationale pour faire sortir le Liban et les Libanais de leur détresse multiforme. Les responsables politiques prouvent chaque jour qu'ils sont incapables de respecter leurs plus petites obligations vis-à-vis du peuple et de la nation. Ils sont incapables de régler les problèmes quotidiens les plus élémentaires, comme la gestion des déchets, l'approvisionnement en électricité, en vivre, en médicaments et en carburants. Ils sont incapables de lutter contre la corruption et de fermer les passages frontaliers illégaux ».

Que dire de plus alors que le peuple ploie sous le joug de l'insouciance des responsables politiques ?

« Entende, qui a des oreilles ! ». Je ne trouve pas mieux que cet avertissement du Christ.

+ Père Mounir Khairallah
Evêque de Batroun